

Je reviens aux conclusions. Quelque chose m'inquiète. Manifestement, ce doit être le but vers lequel le premier ministre tend puisqu'il en a parlé le soir du Jour d'actions de grâce. Je cite:

Il faudra que chaque secteur fasse preuve de modération et que des mesures financières et monétaires soient adoptées pour garantir une croissance économique stable et continue. A long terme, nous devons moderniser notre système économique, le rendre plus efficace et plus dynamique en l'assouplissant et en intensifiant la concurrence.

On ne l'a pas fait. Quiconque a une nouvelle idée, quiconque veut de la concurrence ou veut améliorer son sort sera assujéti à des restrictions. Mais cela ne s'applique pas aux compagnies ou à ceux qui influencent les prix. Non, cela ne s'applique qu'aux salariés. Je reprends ma citation:

Nous devons régler les principaux problèmes structurels de manière à assurer une offre d'énergie, d'aliments et de logements suffisante pour satisfaire à nos besoins futurs. Nous devons enfin nous assurer de ce que nous disposerons de ressources matérielles et financières suffisantes pour mener à bonne fin les nouveaux investissements massifs qui seront exigés au cours de la prochaine décennie et pour accroître sensiblement notre capacité de production, notre emploi et notre niveau de vie.

Ce bill ne contribuera pas du tout à atteindre cet objectif. Le gouvernement n'a pas l'intention de lancer de nouveaux programmes visant à créer des emplois dans l'avenir. Il va en réalité réduire certaines dépenses indispensables, dans le domaine de la santé notamment. Par contre, les conservateurs veulent aller beaucoup plus loin en comprimant presque toutes les dépenses gouvernementales.

Le député de Regina-Lake-Centre (M. Benjamin) a fait remarquer qu'il ne restait plus grand-chose à une province après qu'elle a satisfait aux besoins essentiels de sa population. Si on doit comprimer les dépenses, ce sont les services fournis aux gens incapables de subvenir à leurs propres besoins qu'on devra réduire.

Pas une clause dans le bill ne fait mention d'accroissement de la productivité ou de l'emploi. Il faudra imposer plus de taxes, pas moins. Les dépenses gouvernementales seront plus élevées car il y aura plus de chômeurs que jamais. Si l'on veut avoir davantage de chômage, c'est la meilleure façon d'y arriver. L'argent n'a pas été dépensé au ministère du Travail, même si l'on recherche quatre ou cinq personnes compétentes pour apprendre l'art de la négociation afin d'aider un peu l'industrie canadienne dans le domaine des négociations. Monsieur l'Orateur, vous devez rire quand vous regardez autour de la Chambre et entendez les réponses du ministre du Travail (M. Munro) quand on lui demande ce qu'il fait pour aider à remettre en activité l'industrie des pâtes et papiers.

La constitution ne nous intéresse pas en ce qui concerne le bill à l'étude. Nous avons probablement abattu toutes les barrières constitutionnelles possibles. Mon honorable ami de Greenwood (M. Brewin) nous a dit ce soir qu'il était bien prêt à porter presque n'importe quel article du bill devant la Cour suprême et à en contester la constitutionnalité. Pourtant, le ministre du Travail se lève et dit qu'il ne peut rien faire dans le cas de l'industrie des pâtes et papiers parce que c'est une question de compétence provinciale. Peu importe que le bill à l'étude nous demande de donner au gouvernement le pouvoir de prendre des décisions qui provoqueront un chômage critique dans les domaines provinciaux.

● (2150)

Nous allons voir beaucoup de chômage dans le secteur de l'éducation de même que dans la Fonction publique en Ontario, en dépit du fait que le gouvernement fédéral n'a

Anti-inflation—Loi

pas compétence, sauf avec permission, sur les questions touchant l'éducation ou la Fonction publique en Ontario.

Je poursuis:

Les gouvernements à tous les niveaux peuvent et doivent indiquer la voie et donner l'exemple, mais leur seule action n'est pas suffisante. Dans tous les secteurs de l'économie, il faut créer un climat de collaboration active; cela exige par contre des discussions et des consultations exhaustives sur la façon de réaliser au mieux les objectifs communs à tous.

Il n'y a personne au Canada qui ne reconnaisse que cela est essentiel. Pourtant, quelle collaboration trouvons-nous à la Chambre? Loin de moi la pensée que toute la sagesse du Canada se trouve réunie dans cette enceinte. Néanmoins, un certain nombre des propositions concrètes soumises au gouvernement depuis quelques semaines auraient pu être adoptées. Je n'ai pas fait partie du comité qui a étudié cette mesure, mais je suis certain que de nombreuses idées ont été formulées qui, si elles avaient été adoptées, auraient favorisé l'esprit de collaboration et rendu la mesure plus acceptable. Au point où en sont les choses, le bill ne pourra être adopté que sur division; tandis que les ministériels se prononceront fort probablement en faveur du bill, leurs vis-à-vis voteront contre.

Sur quoi est fondé le bill C-73? Sur le Livre blanc, dont voici la conclusion:

L'offensive contre l'inflation... a été conçue en vue d'assurer à notre économie les moyens de sortir de la présente récession et d'accéder à une saine et durable croissance en ce qui concerne l'emploi et les revenus réels. Ces objectifs de fond constituent une préoccupation commune du monde du travail, des entreprises, des gouvernements et, en réalité, de tous les Canadiens. Nous avons tous indubitablement intérêt à travailler main dans la main.

Personne ne sera en désaccord avec cette conclusion non plus. Si nous voulons être justes, si nous voulons être raisonnables, si nous voulons agir dans l'intérêt de la population canadienne, nous devons mener notre offensive simultanément sur deux fronts: nous devons réduire le taux de la hausse du coût de la vie, et contenir la hausse du chômage. Le bill à l'étude ne fait ni l'un ni l'autre, et s'il ne permet de réaliser aucun de ces objectifs, il me semble qu'il ne mérite pas notre appui et qu'il n'obtiendra pas celui des Canadiens.

Dans quoi en avons-nous la preuve? Dans la réaction du mouvement ouvrier qui s'est toujours enorgueilli de pouvoir veiller à ses intérêts dans un régime de libre entreprise. Le mouvement ouvrier au Canada est érigé sur le régime de libre entreprise. Il a toujours accepté de fonctionner au sein de ce régime. Il a toujours eu d'excellents résultats, à mon avis, pour ses membres. Néanmoins, un grand secteur de la population n'est pas organisé. Je songe à ceux qui vivent de la pension de la vieillesse, de la pension aux infirmes, de la pension du Régime des pensions du Canada et ainsi de suite. Leur revenu doit être haussé à un niveau convenable si nous voulons que la présente mesure soit couronnée de succès. Mais on n'a rien fait dans ce sens. Au contraire: nous entendons le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde) proposer de réduire les sommes versées aux provinces pour venir en aide aux malheureux.

Les gens demandent comment ils peuvent savoir quels prix seront contrôlés. Il n'y a pas longtemps, j'ai entendu quelqu'un demander au ministre si le prix des carottes serait contrôlé tous les jours. D'accord, il est impossible de surveiller quotidiennement le prix des carottes. Il est inévitable que le prix augmente si les réserves diminuent ou s'il faut importer les carottes de l'étranger. Mais il faut que la hausse du prix soit justifiée. Le gouvernement a dit aux chefs de ménage que leur salaire devait être réglementé.